

# LA TRIBUNE NATIONALE

## ABONNEMENTS :

	Un mois.	3 mois.	6 mois.	Un an.
Paris .....	2 fr.	6 fr.	12 fr.	24 fr.
Départements .....	3	9	18	36
Etranger .....	4	12	24	48

(Les lettres et envois d'argent doivent être affranchis.)

## ORGANE DES INTÉRÊTS DE TOUS LES CITOYENS.

Administration, rue Montorgueil, 65.

## INSERTIONS :

Librairie, petit-texte .....	50 c. la ligne.
Industrie .....	75
Réclames .....	1 25
Librairie .....	1 50
Industrie .....	1 50

(Affranchir.)

Tous les Articles seront signés par leurs Auteurs. A chacun sa responsabilité.

## PAROLES D'UN CROYANT (1).

Et le vieillard, transi d'effroi, fut transporté dans un palais plus grand.

Et celui qui dormait là (Louis-Philippe) ne respirait qu'avec une peine extrême. Un spectre noir était accroupi sur sa poitrine et le regardait en ricanant. Et il lui parlait à l'oreille, et ses paroles devenaient des visions dans l'âme de l'homme qu'il pressait et foulait de ses os pointus.

Et celui-ci se voyait entouré d'une innombrable multitude qui poussait des cris effrayants :

Tu nous as promis la liberté, et tu nous as donné l'esclavage.

Tu nous as promis de régner par les lois, et les lois ne sont que tes caprices.

Tu nous as promis d'épargner le pain de nos femmes et de nos enfants, et tu as doublé notre misère pour grossir tes trésors.

Tu nous as promis de la gloire, et tu nous as valu le mépris des peuples et leur juste haine.

Descends, descends, et va dormir avec les parjures et les tyrans.

Et il se sentait précipité, traîné par cette multitude, et il s'accrochait à des sacs d'or, et les sacs crevaient, et l'or s'échappait et tombait à terre.

Et il lui semblait qu'il errait pauvre dans le monde, et qu'ayant soif, il demandait à boire par charité, et qu'on lui présentait un verre plein de boue, et que tous le fuyaient, tous le maudissaient, parce qu'il était marqué au front du signe des traîtres.

Et le vieillard détournait de lui les yeux avec dégoût.

LAMENNAIS. — 1833.

Notre journal, comme le titre le désigne, est une tribune ouverte à tous les citoyens. Nous faisons appel surtout à toutes les intelligences d'élite de la classe ouvrière.

L'organisation sociale, voilà notre programme.

Elever tous les citoyens à la richesse par le travail et par l'association, voilà notre but.

Nous sommes en république ; il faut que chacun sache bien ce que c'est qu'une République.

République, c'est le gouvernement de tous.

Nous sommes tous rois, nous sommes tous souverains.

République veut dire la chose publique, la chose de tous, la consécration des droits et des intérêts de tous.

La Monarchie, au contraire, c'est la chose d'un seul ; ce sont les droits et les intérêts de tous sacrifiés aux intérêts d'un seul.

Tout pour le peuple et par le peuple, tout pour les citoyens et par les citoyens, voilà la République.

La devise de notre République, c'est : Liberté, Égalité, Fraternité. — Fraternité surtout. Que notre Révolution inaugure par toute la terre le règne de la Fraternité.

Nous sommes plus que des citoyens, nous sommes frères. Ne sommes-nous pas tous enfants d'un même père qui est Dieu et d'une même mère qui est la France ?

Le caractère de notre révolution doit donc être la fraternité.

Le peuple français ne connut jamais la peur ! Pourquoi des citoyens français auraient-ils peur d'un mot ? La peur de la République est un préjugé entretenu avec complaisance par les rois, oppresseurs des peuples.

Toutes les hautes intelligences ont été, sont et seront républicaines. Chateaubriand à la Chambre des pairs, en août 1830, disait : « La République est l'avenir du monde. »

Napoléon sur son rocher de Sainte-Hélène a dit : « Dans quarante ans l'Europe sera cosaque ou républicaine. »

Il nous faut donc la République si nous ne voulons être Cosaques.

Diviser pour régner a toujours été la devise des tyrans.

Un tyran hypocrite avait jeté la discorde parmi les citoyens en persuadant aux uns qu'ils avaient seuls des droits. Il n'y a plus, aujourd'hui, ni conservateurs ni opposants ; il n'y a plus que des frères, des hommes dont les intérêts sont également sacrés, dont les intérêts doivent être également respectés.

Le soleil de la liberté luit, la lumière est faite.

80,000 hommes de troupes, 36 pièces de canon, tout cela broyé en dix heures, broyé d'un geste par le peuple ! Que va dire, que va penser, que va faire l'Europe en apprenant cette nouvelle ? Ce qu'elle va faire, elle va se prosterner de respect devant la majesté, devant la toute-puissance de la grande nation.

J. S.

(1) Chez Pagnerre, éditeur, rue de Seine, à Paris.

## APPEL

## A TOUS LES HOMMES D'INTELLIGENCE.

Une Assemblée nationale est convoquée pour le 20 avril prochain. C'est un appel solennel que la France fait à toutes les nobles intelligences qu'elle renferme, pour résoudre l'immense problème de la rénovation sociale.

Ce n'est pas une révolution politique qu'elle vient de faire, c'est une révolution sociale ; ce n'est pas une simple forme de gouvernement qu'elle veut substituer à une autre, ce n'est pas seulement la forme démocratique qu'elle veut substituer à la monarchie constitutionnelle ; ce qu'elle veut surtout, c'est élever tous les hommes à la richesse, en leur donnant à tous du travail et en leur assurant la jouissance des fruits de ce travail. Le laboureur produit le blé, et il ne mange que du pain noir ; le vigneron produit du vin, et il ne boit que de la piquette ou du rapé ; le tisseur produit toutes les étoffes, et il va tout nu ; le maçon élève des palais, il bâtit des maisons splendides, et il habite des bouges infects ; les cordonniers, tout le monde le dit, sent les plus mal chaussés ; il en est de même dans toutes les industries, dans tous les arts, dans tous les métiers. Ce sont autant d'iniquités sociales que la grande révolution du XIX<sup>e</sup> siècle a pour mission de faire disparaître.

La mission est glorieuse ; elle est digne des nobles enfants de la France.

C'est dans ce but que, de notre côté, nous faisons appel à toutes les intelligences d'élite du pays. Ce journal est une tribune qui leur est ouverte ; que tous les citoyens qui ont des plans d'organisation ; que tous ceux qui ont des idées utiles ; que tous ceux qui désirent se faire connaître à la France, montent à cette tribune pour y exposer leurs plans et leurs idées. La France est une mère féconde ; elle recèle dans son sein bien des talents ignorés, bien des hommes de génie inconnus ; il faut qu'aujourd'hui ils apparaissent au grand jour ; il faut qu'ils se fassent connaître. La France a besoin des lumières de tous ; il ne faut pas qu'il y ait un seul de ses enfants qui lui refuse l'aumône de son intelligence. Ce sont surtout des génies organisateurs qu'il faut à notre France pour renouveler la face du monde. C'est donc ici un appel aux penseurs que nous faisons. Des idées et non des paroles, des choses et non des mots, voilà ce qu'il faut au pays. Les parleurs, dans notre première révolution, ont laissé périr la liberté entre leurs mains ; ils viennent de laisser périr le gouvernement de Juillet ; ils laisseraient périr encore notre révolution nouvelle s'ils arrivaient au pouvoir. Le règne des parleurs est fini ; c'est aux penseurs, c'est aux hommes d'organisation à inaugurer une ère nouvelle ; à eux seuls la parole ; la tribune leur est ouverte, qu'ils se fassent connaître à la France.

JULES SCHMELTZ.

## DE LA PRESSE RÉPUBLICAINE.

Jusqu'ici les journaux ont vécu sur des intérêts de coterie ; il faut qu'ils vivent maintenant sur des principes.

Les lumières constituent ; à l'heure qu'il est, un privilège ; or, les lumières se répandent par l'éducation et par la presse ; il faut que l'éducation soit universelle ; il faut que la presse soit libre.

Cette liberté, nous la voulons pleine, entière, pour nous et pour les autres ; mais, en maintenant l'indépendance de toutes les opinions écrites, nous avons le droit de juger les organes de l'ancienne opposition constitutionnelle. Selon nous, le journalisme doit subir une grande et profonde transformation. Il faut qu'il change ou qu'il meure. L'opposition de nuances, celle qui consistait depuis dix-huit ans à opposer un homme contre un homme, M. Thiers, par exemple, contre M. Guizot, et qui masquait ainsi, sous une guerre de personnalités, les vrais intérêts du pays ; cette opposition, dis-je, n'existe plus. Les feuilles qui l'ont représentée subsistent encore, mais leur influence a disparu. Tous les efforts qu'elles font pour se rallier, le lendemain du combat, à l'ordre de choses nouveau, ne sauraient les sauver. Quelques-unes de ces feuilles jouissent, il est vrai, d'une prospérité accrue par le développement subit du sentiment politique et par l'abolition du timbre. Nous ne leur envions pas ce genre de succès. Le nombre d'abonnés d'un journal est l'affaire de l'industriel et non celle du penseur.

Aujourd'hui les idées seules auront puissance sur les masses. Les feuilles qui agiteront le sentiment moral et politique de la nation seront des feuilles de doctrine. Pas de système arrêté, pas d'influence.

Les anciens journaux, accoutumés à vivre sur la critique des actes du ministère, se trouvent fort dépourvus, aujourd'hui que la révolution est venue à eux comme un coup de foudre. Ils se réduisent alors au simple rôle de novellistes.

Pour parler maintenant, et surtout pour parler haut, il est nécessaire de remonter au-delà des faits. La politique, comme on l'entendait jusqu'ici, ne suffit plus au cercle d'activité des intelligences. Il faut autre chose.

Nous allons être appelés à reconstruire une tête de société. Défions-nous des constitutions artificielles ; il nous faut une constitution organique, laquelle exprime vraiment la volonté nationale tout entière avec les besoins, les tendances et les aspirations du XIX<sup>e</sup> siècle. Cette constitution, où la trouverons-nous, sinon dans l'étude des lois de la nature humaine. La base d'une constitution nouvelle doit être cherchée dans les principes du juste et du vrai. Les opinions sont individuelles, les principes sont universels ; c'est donc à ces derniers qu'il faut rattacher notre Révolution si rapide et si glorieuse, si nous ne voulons point qu'elle retombe entre les mains d'une coterie. Pour éclairer la marche du législateur dans cette voie difficile, la presse a besoin de recueillir des lumières. Son rôle d'opposition finit ; son rôle d'enseignement commence.

La politique du fait est une politique morte. L'esprit de la Révolution doit aujourd'hui vivifier toutes les branches de la société. La République ne doit pas être qu'une forme de gouvernement ; il faut qu'elle soit de plus une ère nouvelle pour l'entendement humain. Si la condition des classes laborieuses n'est point améliorée ; si la richesse morale et matérielle du pays n'augmente point sous une administration mieux entendue des forces de chacun ; si, en un mot, l'homme ne se sent pas plus libre et plus heureux sous le régime républicain que sous celui de la monarchie, il y aura eu un changement de pouvoir, mais il n'y aura pas eu de Révolution.

La presse nouvelle ne saurait donc trop se convaincre de toute l'étendue de sa mission. Elle commence un apostolat qui impose des devoirs ; elle a charge de l'avenir.

ALPHONSE ESQUIROS.

## LA RÉPUBLIQUE ET LA TERREUR.

La République n'a rien de commun avec la Terreur et ne doit pas être confondue avec elle. En 1793, une coalition formidable de tous les rois et princes de l'Europe s'était formée contre la France ; les idées de liberté, d'égalité, de fraternité que la France représentait dans le monde, faisaient pâlir les rois ; ils voyaient arriver l'heure du règne des peuples et ils sentaient trembler leur couronne sur leur tête ; ils se coalisèrent contre le peuple-Christ qui appelait tous les autres peuples à la fraternité. Un homme d'un immense orgueil et au génie infernal, W. Pitt, chef de l'aristocratie anglaise, fut l'âme de la coalition. Il souleva l'univers contre la France ; dix-huit cent mille ennemis envahirent nos frontières ; des Français, les Vendéens, s'armèrent contre leurs frères ; ils croyaient combattre pour Dieu et les autels de la patrie, ils combattaient pour l'Angleterre, l'éternelle ennemie de la France ; une immense conspiration dans laquelle entrèrent tous les partisans de l'ordre ancien, tous les privilégiés de l'ancien régime, s'organisa partout le pays ; nous étions menacés d'une réaction épouvantable ; nos armées étaient désorganisées ; la ceinture de places fortes qui entourait la France allait tomber sous les coups de la coalition victorieuse ; les nobles et les prêtres d'alors applaudissaient aux défaites de la France et saluaient de leurs cris de joie les victoires de ses ennemis ; ils menaçaient la population de Paris et l'immense majorité des Français des plus terribles vengeances. Alors un vertige épouvantable de peur et de colère tout à la fois saisit la France entière ; elle résolut d'annuler d'un seul coup tous ses ennemis. La levée en masse de toute la population virile fut ordonnée pour chasser les ennemis du dehors, la mise à mort de tous les partisans de l'ancien régime fut prononcée au dedans, et la France fut délivrée : ce fut là la Terreur.

La Terreur, cette crise sanglante de la Révolution, a été un crime ; mais un crime comme la guerre, un crime comme le bombardement des peuples par les rois, un crime comme la Saint-Barthélemy. La Terreur passée, la Révolution reprit son cours paisible ; les armées de la République commencèrent cette marche triomphale du peuple français à travers l'Europe ; la Hollande, l'Allemagne, la Suisse, l'Italie, l'Égypte, furent conquises par nos armes, et la République victorieuse donna la paix au monde.

J. S.

## DE LA LIBERTÉ, DE L'ÉGALITÉ, DE LA FRATERNITÉ.

La devise de la République est : Liberté, Égalité, Fraternité. Ces mots sublimes, la Révolution victorieuse les inscrit sur ses drapeaux, sur les monuments publics, à la porte des temples et sur les frontons des édifices.

C'est une charte en trois mots, la charte des droits et des devoirs de l'humanité. Il faut que tous les citoyens aient la complète intelligence de cette magnifique formule.

L'homme est un être essentiellement intelligent, libre et bon. S'il a reçu de Dieu des facultés physiques, intellectuelles et morales, c'est pour les exercer, c'est pour les développer. S'épanouir indéfiniment par l'intelligence, par le cœur, par l'activité, pendant toute la durée des créations, telle est la nature de l'homme, telle est sa fonction dans le monde ; rien ne doit entraver



cet éternel développement, rien ne doit limiter ce glorieux épanouissement. Cette expansion, cet essor de l'homme vers l'infini, c'est la liberté. La liberté n'est donc rien autre chose que l'exercice de nos facultés physiques, intellectuelles et morales. La liberté, c'est l'homme qui veut vivre, et vivre de la manière la plus complète, c'est l'homme qui veut vivre de toute la plénitude de la vie. La liberté, c'est l'homme se dilatant hors de lui-même, pour s'épanouir dans l'immensité. Cet épanouissement sublime a pour but le rapprochement harmonique de tous les hommes, la fusion intime de toutes les intelligences, de tous les cœurs, de toutes les volontés : la liberté a donc pour but l'ordre et l'harmonie ; là où il y a désordre, là où il y a désharmonie, il n'y a pas de liberté.

L'égalité est le couronnement de la liberté ; elle a sa racine dans la nature intime de l'homme. Tout homme est enfant de Dieu, tout homme est donc l'égal d'un autre, tout homme a donc des droits égaux à ceux de tous les autres.

« Tous naissent égaux ; nul, en venant au monde, n'apporte avec lui le droit de commander. » (Paroles d'un Croyant, ch. 19.)

L'égalité ne consiste pas à établir un honteux niveau ; elle ne consiste pas à faire descendre aux derniers rangs de la société toutes les sommités de l'ordre social ; c'est tout le contraire : l'égalité a pour but, non d'abaisser l'homme, mais de l'élever ; non de le dégrader, mais l'ennobler ; non de l'appauvrir, mais de l'enrichir. L'égalité, enfin, n'a pas pour but de courber tous les hommes sous la triste niveau de la misère et de l'ignorance, mais de les élever tous à la royauté de l'intelligence et de la richesse. L'homme est le roi de la création ; la royauté est donc sa fonction naturelle ; élever tout homme à la royauté, ce n'est donc que restaurer l'homme dans la jouissance de ses droits ; tel est le but de l'égalité.

La fraternité est le complément de notre grande devise révolutionnaire. Voilà dix-huit cents ans que l'idée de la fraternité est dans le monde, voilà dix-huit cents ans que les générations humaines répètent sans la comprendre cette sublime parole : *Notre père qui êtes dans les cieux* ; et cette parole qui constitue tous les hommes frères sur la terre, n'est pas encore descendue des lèvres dans les cœurs.

La Révolution française a voulu au siècle dernier reprendre la pensée de Jésus, la France, ce peuple-Christ, proclama par tout l'univers la bonne nouvelle de la fraternité des hommes et des peuples. Martyrs de la liberté, nos pères ont versé leur sang sur tous les champs de bataille de l'Europe pour témoigner de cette grande vérité. Nous savons aujourd'hui pourquoi la Révolution française a fini par succomber. Elle avait proclamé la fraternité, mais elle avait oublié de proclamer Dieu père de tous les hommes. Il y avait des frères, mais il n'y avait pas de père. Dès lors la fraternité qu'elle prêchait manquait de base ; ce n'était qu'un vain mot.

Aujourd'hui la fraternité est une idée ; c'est la pensée du Christ devenue la pensée d'un peuple ; il faut que la fraternité se réalise par toute la terre. C'est là la mission de la nouvelle Révolution. Les peuples et les gouvernements sont encore païens ; ce sont encore les vieilles traditions, les vieilles formules du droit romain, les vieilles maximes de l'administration impériale qui régissent le monde. Du fond de leurs tombeaux, les césars et les empereurs, tyrans posthumes, pèsent encore sur le genre humain. Ce sont les morts, en un mot, qui commandent aux vivants, ce sont les morts qui prétendent guider les vivants dans la vie, les mener vers la lumière ; mais les vivants sont las de leur obéir, et nous assistons à l'heure qu'il est à l'agonie du monde païen.

La terre est en émoi, les peuples sont en travail ; c'est la pensée du Christ qui fermentent dans toutes les âmes ; c'est le christianisme qui va entrer dans une phase nouvelle, dans toute la plénitude de son développement. Jusqu'ici il a été emprisonné, relégué, exilé dans le domaine spirituel ; aujourd'hui il vient triomphalement prendre possession de l'ordre temporel ; il vient s'incarner dans les lois, dans les institutions, dans les faits, dans la société temporelle. Une force irrésistible le pousse dans cette voie ; c'est la main de Dieu même ! Jésus, en proclamant Dieu père de tous les hommes, a apporté dans le monde l'idée de la fraternité humaine ; il faut que cette idée, dans son magnifique épanouissement, se produise sur la scène du monde avec toutes ses conséquences ; il faut qu'elle réalise toutes les merveilles de ses promesses.

Saluons donc cette aurore d'un nouveau règne, le règne de la fraternité par toute la terre.

J. S.

#### DES RALLIÉS.

Les adhésions pleuvent autour du Gouvernement provisoire. Ces adhésions d'hommes attachés depuis dix-huit ans à une monarchie égoïste et parjure, constituent un immense danger pour la République nouvelle. A Dieu ne plaise que nous voulions semer la discorde et le soupçon dans le champ de l'opinion publique. La fraternité nous impose le devoir de sacrifier nos justes inimitiés sur l'autel de la patrie. Ne haïssons pas ; mais souvenons-nous.

L'oubli des trahisons et des iniquités du dernier règne serait un oubli immoral dont la France aurait à répondre plus tard devant ses enfants. Tout ce qui a mis directement ou indirectement la main dans les affaires de la monarchie déchue, doit se retirer de lui-même devant le châtiement et la ruine providentielle de ce pouvoir condamné. Il faut à la France une génération intacte.

Dès qu'un gouvernement est à bas, c'est à qui se défendra d'en avoir été. On ne rencontre plus de royalistes, ni de conservateurs, tant ils se cachent habilement sous les couleurs républicaines. Méfiez-vous de ces conversions subites, dictées par la force même des circonstances nouvelles. N'interrogez pas les hommes, mais leurs œuvres. On reconnaît les républicains sincères aux sacrifices qu'ils ont faits pour la cause de la démocratie. Les fonctionnaires publics, qui affectent maintenant de l'enthousiasme pour la victoire du peuple, sont des loups-cerviers de la corruption qui se dissimulent sous différentes peaux. Ne soyons pas dupes de cette mascarade d'opinions. Si vous étiez

hier si démocrates, mes beaux messieurs, d'où vient que vous ne le disiez pas ?

Quels motifs donne-t-on pour justifier l'accession des anciens fonctionnaires publics dans le Gouvernement républicain ? Ce sont, dit-on, des hommes d'expérience. Hé ! mon Dieu, nous savons maintenant ce que vaut cette expérience tant vantée par les vieux soutiens de la vieille politique.

Au milieu de la lutte admirable du peuple contre une armée puissante, des hommes de guerre expérimentés sont tombés sous la main de héros de seize ans. Ceci est un symbole de ce qui aura lieu prochainement dans l'ordre moral. Nous verrons l'inspiration naïve déjouer tous les calculs de la force et de l'habileté. Qui avait poussé plus loin que Louis-Philippe l'astuce, la fourberie, la trahison persévérante, l'hypocrisie ? Eh bien ! il a suffi d'un pavé de la rue pour écraser tous ces masques.

ALPHONSE ESQUIROS.

#### CHARTRE SOCIALE.

##### PRINCIPES FONDAMENTAUX DE TOUTE SOCIÉTÉ HUMAINE.

1. La nation française est une société politique.
2. Une société politique est une réunion d'hommes tous libres, tous égaux, tous frères, formée d'un commun accord et ayant pour but d'assurer à chacun la protection la plus complète, le libre exercice de ses facultés, la jouissance de tous ses droits.
3. A cet effet, chacun se met à la disposition de tous, ce qui constitue le devoir de chaque citoyen, et tous se mettent à la disposition de chacun, ce qui constitue le devoir de la société.
4. L'acte social est donc un engagement mutuel par lequel tous les contractants mettent en commun leur force et leur volonté pour former une puissance et une volonté collectives.
5. La volonté collective s'appelle la loi.
6. La loi est dans l'expression de la volonté de tous, la consécration des intérêts de tous.
7. La loi ne peut être consentie que par tous ; voilà pourquoi elle oblige chacun.

— Elle ne peut être que l'œuvre de tous, voilà pourquoi tous doivent la connaître.

8. Une loi qui n'est que l'expression de la volonté et de l'intérêt de quelques-uns (comme sous le gouvernement déchû) n'est pas la loi ; elle est nulle de droit ; nul n'est tenu de lui obéir.

9. Exiger obéissance à une pareille loi, c'est exiger obéissance à une injustice ; c'est par conséquent se rendre coupable de tyrannie, et celui qui commet un tel crime ou s'en fait l'instrument doit être déchû et expulsé de la société.

10. La puissance collective a pour but de faire exécuter la loi, volonté collective.

11. La puissance collective, pour être exercée, se délègue par la société à un ou plusieurs mandataires, qui composent ce qu'on appelle le gouvernement.

12. La puissance collective ne se délègue ainsi qu'en vue de l'intérêt de tous ; elle se délègue d'une manière permanente ou temporaire, suivant les conventions ou le vœu des citoyens.

13. Cette délégation constitue pour les mandataires un devoir et nullement un droit.

14. Le mandat est essentiellement révocable, et la puissance dont les mandataires sont investis, puissance empruntée et qui ne leur appartient pas, cesse lorsqu'on la leur retire.

15. L'homme, être essentiellement intelligent et libre, ne se met en société que pour s'assurer le libre exercice de toutes ses facultés physiques, intellectuelles et morales.

16. Le libre exercice des facultés humaines constitue pour chacune d'elles un droit. Autant de facultés, autant de droits : de là les droits de l'homme.

17. Chaque homme, en entrant dans le monde, les apporte avec lui ; il les tient de Dieu et ne relève, pour ces droits, que de Dieu seul !

18. Les droits de l'homme sont donc antérieurs à la formation de la société ; ils subsistent indépendamment d'elle et ne peuvent recevoir d'elle par conséquent aucune atteinte.

19. Le premier des droits de toute créature humaine, celui qui confère tous les autres, c'est la vie.

20. La plénitude de la vie pour l'homme, c'est son épanouissement sans limite par l'intelligence, par le cœur et par l'activité. C'est là le droit suprême, le droit des droits, celui qui implique tous les autres. Cet épanouissement de l'individu hors de lui constitue en même temps le plus sublime devoir. C'est la condition absolue du bonheur !

21. Le libre épanouissement de l'activité humaine s'appelle le travail ! Le travail n'est donc que le droit suprême, le premier des droits sous un aspect particulier.

22. Le travail n'est pas un frein plus ou moins salutaire, selon la parole d'un sophiste impie (Guizot) ; il est la glorieuse condition de la dignité, de la puissance et de la royauté de l'homme sur la terre. L'homme n'est en effet le roi de la création, le dominateur du globe que par le travail. Le travail est donc la loi fondamentale de l'humanité.

23. Il est particulièrement la loi de vie pour la société. En effet, l'entretien de la vie s'obtient par le pain de chaque jour ; le pain de chaque jour par la richesse ; la richesse par le travail : le travail est le dernier mot de l'ordre social.

24. La politique ou science sociale n'est donc pas la science de conduire les hommes comme des troupeaux, selon les caprices des gouvernements : les hommes, enfants de Dieu, ne sont pas un vil bétail. La vraie politique est la science de les faire vivre, la science qui donne à tous la plénitude de la vie, à plus forte raison du travail, de la richesse et du pain.

JULES SCHMELTZ.

#### ACTES DÉCRÉTÉS PAR LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE.

Mesures relatives aux subsistances et à l'approvisionnement de Paris.

- Dissolution de la Chambre des députés.
- Interdiction de la Chambre des pairs.
- Licenciement de la garde municipale.
- Le département de la police rendu à la mairie de Paris.
- Proclamation du gouvernement républicain.
- Adoption des devises et couleurs nationales.
- Garanties de travail données aux ouvriers.
- Droit d'association reconnu.

- Formation de 24 bataillons de garde nationale mobile.
- Réinstallation des cours et tribunaux.
- La justice rendue au nom du peuple français.
- L'armée et le peuple unis par des liens indissolubles.
- Mise en liberté des détenus politiques.
- Abolition de la peine de mort en matière politique.
- Promesse faite aux ouvriers blessés du million à échoir de la liste civile.
- Retablisement des lycées.
- Adoption par la patrie des enfants des combattants morts pour la liberté.

- La circulation rétablie.
- Manifestation solennelle au pied de la colonne de Juillet.
- Réorganisation des gardes nationales dissoutes.
- Rétablissement du service des malles-postes.
- Les propriétés de la couronne déclarées propriétés nationales.
- Abolition de la royauté.
- Établissements immédiats d'ateliers nationaux.
- Prorogation des échéances des effets de commerce.
- Délivrance gratuite des effets engagés au Mont-de-Piété depuis le 4<sup>er</sup> février et d'une valeur de 40 francs et au-dessous.
- Institution d'une commission du Gouvernement pour les travailleurs.

- Les propriétés particulières placées sous la sauve-garde de la nation.
- Amélioration dans le régime alimentaire des équipages de la marine.
- Abolition des titres de noblesse.
- Mise en accusation des ministres.
- Les fonctionnaires publics de l'ordre administratif et judiciaire sont dispensés du serment.

- Convocation des assemblées électorales.
- Organisation d'ateliers de terrassement.
- Annulation de toute condamnation pour faits politiques et pour faits de presse sous le dernier règne.

- Paiement, le 6 mars, du semestre des rentes échéant le 22.
- Funérailles des citoyens morts pour la République.
- Un comptoir d'escompte sera établi.
- Emancipation des esclaves dans les colonies de la République.
- Une commission des récompenses nationales est établie.
- Modification dans le Code d'instruction criminelle.
- Etablissement à Paris et dans toutes les villes industrielles de France de comptoirs d'escompte pour le commerce et l'industrie.
- Etablissement dans toutes les mairies de registres spéciaux pour l'inscription des offres et des demandes de travail.

#### ACTES OFFICIELS DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE.

Instruction du Gouvernement provisoire pour l'exécution du décret du 5 mars 1848, relatif aux élections générales.

##### CONFECTION DES LISTES ÉLECTORALES.

1. Les maires réuniront immédiatement les conseillers municipaux pour s'occuper, sans aucun retard, de la confection de la liste des électeurs appartenant à leurs communes respectives.
2. Ils consulteront, pour la dresser, les précédentes listes électorales ayant servi aux élections de tous les degrés ; les tableaux du dénombrement de la population, ceux du recrutement et les contrôles de la garde nationale, ainsi que les registres de l'état civil.

##### Conditions d'inscription des électeurs.

###### AGE.

2. Il ne sera besoin de faire de vérifications, quant à l'âge de vingt et un ans, que lorsqu'il pourra s'élever quelque doute à cet égard. Les jeunes citoyens qui ne seraient pas nés dans la commune produiront les papiers indiquant l'époque de leur naissance.

###### NATIONALITÉ.

3. La condition d'être né ou naturalisé français peut se justifier, soit par la possession résultant de votes antérieurs, soit par la représentation des actes de naturalisation délivrés par les gouvernements précédents, lettres d'avis ou autres actes officiels.

###### INCAPACITÉS.

4. Le droit d'élire les représentants du peuple est le premier des droits civiques. Ces droits n'appartiennent plus à celui qui a perdu la qualité de Français par la naturalisation en pays étranger.
- Les droits de citoyen peuvent se perdre ou être suspendus par des décisions judiciaires, savoir :
  - Les condamnations à des peines afflictives ou infamantes. Cet état d'incapacité cesse quand il y a eu réhabilitation ;
  - Les arrêts portant renvoi devant les cours d'assises ;
  - Les condamnations à des peines correctionnelles, lorsque le tribunal a ajouté à ces peines l'interdiction des droits de vote et d'être juré, témoin, etc. ;
  - Les jugements qui ont prononcé, à titre de peine, la surveillance de la haute police ;
  - Les jugements portant déclaration de faillite, non suivis de concordat.

Ne pourront non plus exercer le droit de vote les interdits ni ceux qui sont retenus pour cause de démence dans une maison d'aliénés. Les autres incapacités qui existaient d'après les lois antérieures ne forment point obstacle à l'inscription sur les listes d'électeurs.

###### RÉSIDENTE.

5. Pour être inscrit comme électeur dans une commune, il faut y avoir une résidence de six mois.
- Toutes dispositions antérieures, relatives au domicile politique séparé du domicile réel, sont abrogées.
- Les citoyens qui, depuis moins de six mois, ont changé de résidence, sont admis à se faire inscrire dans la commune où ils résidaient précédemment.

Néanmoins si, à raison de l'éloignement, un citoyen ne pouvait, sans dommage ou sans inconvénient pour sa santé, ses affaires, ses moyens



d'existence, se rendre dans un autre département qu'il a quitté depuis peu de temps, il pourra, d'après sa demande, être inscrit sur la liste des électeurs de la commune où il veut s'établir.

A l'égard des citoyens qui, à raison de leurs affaires, commerce, industrie ou travail, habitent pendant le cours de l'année, dans plusieurs communes, ils pourront être admis, sur leur demande, à se faire inscrire comme électeurs dans la commune qu'ils auront choisie, pourvu qu'ils en aient fait la déclaration tant à la mairie de la commune où ils habitent actuellement, que dans celle où ils demandent à voter.

6. Nul ne pourra voter en deux assemblées électorales différentes.

7. Tout citoyen appartenant aux armées de terre ou de mer, qui sera en congé, devra être inscrit au lieu de son domicile.

Les citoyens en activité de service sont admis, dans leurs garnisons respectives ou dans les ports et arsenaux, à participer à l'élection, selon les dispositions de l'art. 37 ci-après.

#### Forme des listes.

8. La liste des électeurs sera dressée par ordre alphabétique. Dans les villes qui comprennent plusieurs cantons, il sera dressé autant de listes qu'il y a de cantons.

Dans les communes urbaines, la liste indiquera les noms, âge, profession et demeure des électeurs.

Dans les communes rurales, cette forme et ces détails pourront être simplifiés, de manière toutefois à éviter la confusion à l'égard des citoyens qui porteraient les mêmes noms et prénoms.

#### Publication et réclamations.

9. La liste sera close au plus tard le 26 mars prochain, et déposée pendant cinq jours à la mairie. Le maire fera connaître, par voie d'affiche, que, pendant cet espace de temps, chaque citoyen pourra en prendre communication, sans déplacement.

Les réclamations qui seraient formées par des citoyens contre l'omission de leur nom, seront jugées sommairement, en conseil municipal, par le maire, qui fera, s'il y a lieu, les rectifications nécessaires.

Les réclamations ultérieures seront adressées au conseil municipal du chef-lieu de canton.

#### Envoi des listes au maire du chef-lieu de canton.

10. Le sixième jour, la liste, définitivement close, sera envoyée au maire du chef-lieu de canton pour servir à l'appel des électeurs.

Le conseil municipal de chef-lieu de canton statuera jusqu'au 8 avril, sur les réclamations qui lui seraient adressées sur la teneur des listes.

#### II. OPÉRATIONS DES ASSEMBLÉES ÉLECTORALES.

11. Le maire du chef-lieu de canton, à mesure qu'il recevra les listes des communes, les fera transcrire dans la forme des listes d'inscription de votants qui étaient dressées précédemment pour les élections au conseil général.

Ces listes, en nombre égal à celui des communes du canton, serviront à l'appel et à l'inscription des votants.

12. Le maire fera disposer la salle d'élection suivant qu'il sera expliqué ci-dessous.

13. Lors de la clôture des listes et trois jours avant la réunion, les électeurs de chaque commune seront avertis, par tous les moyens de publicité qui sont au pouvoir des maires, de se rendre, ainsi que c'est leur droit et leur devoir, à l'assemblée électorale du canton, pour prendre part à l'élection des représentants du peuple.

14. Il sera délivré à chaque électeur une carte ou un billet portant : N. . . . . électeur à N. . . . . (nom de la commune) avec la signature du maire.

#### Avis à donner aux électeurs, et disposition des locaux.

15. Un arrêté du commissaire du département, affiché dans toutes les communes, fera connaître que les électeurs sont convoqués pour le 9 avril dans les chefs-lieux de canton, à l'effet d'élire le nombre des représentants indiqué par le décret du 5 mars, et que ces représentants pourront être choisis, sans aucune condition de cens ni de domicile, parmi tous les électeurs âgés de vingt-cinq ans.

16. Un avis publié par le maire du chef-lieu de canton informera les électeurs que le scrutin s'ouvrira le 9 avril, à sept heures du matin; qu'on appellera d'abord les électeurs de la commune chef-lieu, et successivement ceux des autres communes, selon l'ordre déterminé, en commençant par les communes les plus éloignées.

17. Des dispositions seront prises pour que les électeurs des diverses communes puissent entrer et sortir avec ordre, et pour qu'ils puissent émettre leur vote avec la plus entière liberté.

#### Composition du bureau.

18. Le bureau sera présidé par le juge de paix du canton; à son défaut, par ses suppléants. Les scrutateurs, au nombre de six, seront pris parmi les premiers conseillers municipaux, selon l'ordre du tableau. Les président et scrutateurs choisiront le secrétaire.

Dans les villes qui renferment cinq ou six cantons, le nombre des scrutateurs sera complété, s'il y a lieu, par des citoyens que le conseil municipal désignera.

19. La police de chaque assemblée électorale appartient au président. Nulle force armée ne peut, sans sa demande, être placée dans le lieu ou aux abords de la salle.

#### Inscription et dépôt des bulletins.

20. Le vote sera secret; mais, à raison du nombre considérable d'électeurs, les bulletins pourront n'être pas écrits dans la salle et en présence du bureau.

Chaque électeur pourra apporter le sien, après l'avoir écrit ou fait écrire en dehors de l'assemblée, et après avoir pris soin de le fermer.

21. Le président, en le recevant, et avant de le déposer dans la boîte du scrutin, s'assurera que ce bulletin n'en renferme pas d'autre.

22. Chaque bulletin doit contenir autant de noms qu'il y a de représentants à élire dans le département.

Des affiches placées dans la salle et au dehors rappelleront ce devoir aux électeurs, ainsi que les conditions d'éligibilité.

23. Les électeurs, accompagnés du maire, entrèrent successivement dans la salle par ordre de communes.

Ils déposeront leurs bulletins dès que leurs noms seront appelés.

24. A mesure que chaque électeur déposera son vote, un des scrutateurs le constatera, en inscrivant son propre nom ou son paraphe en regard du nom du votant.

25. Les maires des différentes communes prendront tour à tour place au bureau; ils auront voix consultative, en cas de réclamations.

#### Durée et clôture du scrutin.

26. Le scrutin ne pourra être prolongé au-delà de six heures du soir.

Si l'appel et le rappel ne sont pas terminés, le 9 avril à ladite heure, la boîte du scrutin sera fermée et scellée, puis déposée sous clef à la mairie. Le scrutin sera continué le lendemain.

27. Quand l'appel de tous les électeurs par commune sera terminé, il sera procédé à un réappel de tous les électeurs qui n'auront pas voté.

#### Dépouillement des bulletins.

28. Une heure après le réappel, le scrutin sera clos et le bureau procédera au dépouillement de la manière suivante.

29. Il comptera les bulletins trouvés dans la boîte et en comparera le nombre avec celui des votants, constaté par les feuilles d'inscription, sans qu'il soit besoin de recommencer l'opération pour quelques légères différences qui proviennent le plus souvent d'omissions faites par les scrutateurs sur la feuille d'inscription des votants.

30. Après la constatation du nombre des bulletins déposés, le président fera procéder au dépouillement.

A cet effet et pour accélérer l'opération, la masse des bulletins sera distribuée en groupes qui seront dépouillés sur des tables séparées. Il sera bon d'en préparer un grand nombre. Le bureau désignera parmi les électeurs présents et qui accepteront cette mission, des scrutateurs supplémentaires en nombre suffisant pour qu'il y en ait quatre à chaque table de dépouillement.

31. Si un bulletin contenait plus de noms qu'il y a de représentants à élire, les scrutateurs ne tiendraient pas compte des derniers noms inscrits qui excéderaient ce nombre.

32. Le bureau décidera provisoirement toutes les difficultés qui s'élèveraient concernant les opérations de l'assemblée électorale.

33. Après la proclamation du résultat du scrutin, les bulletins non contestés seront brûlés.

#### Recensement général des votes.

34. Le procès-verbal de chaque assemblée de canton sera porté au chef-lieu du département par le président ou le secrétaire, ou par deux membres choisis par le bureau.

35. Le recensement général des votes de tous les cantons se fera à l'hôtel-de-ville du chef-lieu du département, en séance publique, et en présence des délégués du bureau de chaque assemblée cantonale.

36. Le bureau central chargé du recensement général des votes sera présidé par le président de l'assemblée électorale du chef-lieu, ou par le doyen d'âge des présidents, s'il y a eu plusieurs assemblées cantonales dans cette ville. Il sera assisté par les délégués des assemblées cantonales du département.

#### Elections dans l'Algérie et dans les colonies.

44. L'Assemblée nationale déterminera le mode d'après lequel l'élection des représentants aura lieu dans les colonies.

45. La présente instruction aura la même force que le décret du 5 mars dernier.

Fait à Paris, en conseil du Gouvernement, le huit mars mil huit cent quarante-huit.

#### Les membres du Gouvernement provisoire.

### NOUVELLES DIVERSES.

— Louis-Philippe, au moment où le peuple dans le délire de l'enthousiasme se précipitait à l'assaut des Tuileries défendues par 45,000 hommes d'infanterie, 40,000 de cavalerie et 16 batteries de canon, Louis-Philippe, disons-nous, n'était déjà plus qu'un cadavre; la foudre populaire l'avait frappé à la tête et au cœur. On raconte qu'à ce moment suprême il commanda au héros de Transnonain, à Bugeaud, de faire déboucher les 40,000 hommes de cavalerie du Carrousel sur les quais, avec l'artillerie, et, par une charge formidable, par une charge de 40,000 chevaux, d'essayer de ressaisir la victoire. L'ordre était donné et allait recevoir son exécution. La reine, les princesses se jetèrent à ses genoux, lui arrachèrent contr'ordre et il tomba anéanti dans son fauteuil.

— Un trait admirable s'est passé dans notre immortelle journée du 24 février. Le général Tallandier revenait à l'Ecole militaire, à la tête de son régiment. Un enfant de treize ans s'élança sur la route, et lui barrant le passage : Rends-moi ton épée ! lui dit-il. Le général Tallandier la lui remit aussitôt. Maintenant, soldats, crosse en l'air ! Les soldats obéissent, et le régiment tout entier se rend à cet enfant. Nous ignorons son nom.

— Un fait original, qui est une nouvelle preuve de l'entrain et de l'esprit français, s'est passé sous les yeux de nous à la barricade de la rue du Petit-Carreau. Au coin de la rue du Petit-Carreau, il y avait une barricade dont la troupe de ligne s'était emparée, et qu'elle gardait rangée en bataille; au même instant, les citoyens recommencèrent, dans la rue du Petit-Carreau sous les yeux de la troupe et à dix pas, une barricade avec des pavés; les pavés manquaient. Un homme du peuple s'approche de la troupe de ligne, et, s'adressant à l'homme qui était à la gauche du peloton : Dis donc, mon vieux de la vieille, lui dit-il tout haut, j'ai besoin du pavé sur lequel tu es, recule. Et le soldat se laisse prendre son pavé sous les pieds.

### VARIÉTÉS.

#### RÉVOLUTION DE 1848.

Un ministère impopulaire pesait sur la France. Toutes les tendances de ce ministère étaient contre-révolutionnaires; la fraude, la corruption, le mensonge, tels étaient les éléments dont il se servait pour déshériter le peuple des libertés conquises au prix de tant de sacrifices et de tant de sang.

A l'ouverture de la séance de la Chambre des Députés, les députés de l'opposition, au nombre de 54, déposent sur le bureau du président la demande de mise en accusation des ministres, comme coupables :

1° D'avoir trahi au dehors l'honneur et les intérêts de la France;

2° D'avoir faussé les principes de la constitution, violé les garanties de la liberté et attenté aux droits des citoyens;

3° D'avoir, par une corruption systématique, tenté de substituer à la libre expression de l'opinion publique les calculs de l'intérêt privé, et de pervertir ainsi le gouvernement représentatif;

4° D'avoir trafiqué, dans un intérêt ministériel, des fonctions publiques, ainsi que de tous les attributs et privilèges du pouvoir;

5° D'avoir, dans le même intérêt, ruiné les finances de l'Etat, et compromis ainsi les forces et la grandeur nationales;

6° D'avoir violemment dépouillé les citoyens d'un droit inhérent à toute constitution libre, et dont l'exercice leur avait été garanti par la charte, par les lois et par les précédents;

7° D'avoir, enfin, par une politique ouvertement contre-révolutionnaire, remis en question toutes les conquêtes de nos deux révolutions et jeté dans le pays une perturbation profonde.

Pendant que le dépôt de cet acte se faisait, une foule immense déboucha par le pont de la Concorde et investit le Palais-Bourbon; les grilles sont forcées; le peuple pénètre jusque dans la Chambre. Mais bientôt arrive un escadron de cavalerie; le peuple est refoulé, et peu d'instants après le pont de la Concorde est gardé par une partie des troupes de la garnison de manière à résister à une armée entière.

A une heure la foule est compacte sur les boulevards et la place de la Madeleine.

Toutes les boutiques sont fermées.

Des groupes paisibles sont repoussés par la force. Ils se replient sur l'hôtel des affaires étrangères, faisant entendre les cris de : *Vive la Réforme ! à bas Guizot !*

Vers trois heures, des collisions éclatent entre le peuple et la garde municipale.

Une pauvre femme a été écrasée sous un cheval qui s'est abattu. Les municipaux ne font usage que de leurs armes blanches; le peuple se défend à coups de pierre. La troupe de ligne assiste immobile et l'arme au bras à ce triste spectacle.

Plusieurs citoyens ont été forcés de se précipiter dans les fossés de la place de la Concorde pour échapper à la brutalité des gardes municipaux.

Des gardes nationaux sans armes, mais en uniforme, se sont avancés entre les groupes et les charges, protestant hautement contre ces violences.

De trois à quatre heures, les boutiques commencent à se fermer; des groupes nombreux circulent dans presque tous les quartiers de la capitale. Le Palais-Royal et les Tuileries sont fermés; les passages des rues Saint-Honoré, Montmartre, Montorgueil, sont aussi fermés, et on n'y rencontre, du reste, ni troupes, ni garde nationale. Des charges ont lieu sur la place de la Concorde et de la Madeleine. Une ambulance est organisée rue Saint-Honoré, 294, pour recevoir les blessés déjà nombreux. Deux femmes, chargées de fruits, tombent et sont broyées sous les pieds des chevaux de la garde municipale.

A cinq heures, on bat le rappel dans tous les quartiers de Paris pour réclamer le concours de la garde nationale que le gouvernement n'a pas osé convoquer, parce qu'il n'ignorait pas qu'elle voulait la réforme. En même temps, les groupes nombreux qui parcourent Paris, et se trouvent exposés sans armes aux charges des troupes de la garnison, commencent à songer à se défendre; quelques postes de troupe de ligne sont désarmés; on force les magasins de plusieurs armuriers, et

l'on s'empare des armes qui s'y trouvent. On commence à élever des barricades sur plusieurs points.

Vers neuf heures, la rue de l'Arbre-Sec est encombrée; on y élève une barricade. La garde municipale se présente; on la hue. La ligne survient et défait la barricade: cris de vive la ligne!

Des rassemblements armés se forment sur plusieurs points entre le quartier Saint-Martin et la rue Saint-Jacques.

La garde nationale et le troupe de ligne allument des feux, et bivouaquent sur les principales places de Paris.

A dix heures, la rue Saint-Honoré est occupée par la troupe; la circulation y est interdite.

#### JOURNÉE DU 23 FÉVRIER.

A sept heures du matin, le rappel dans tous les quartiers de Paris; de neuf à dix heures, des barricades s'élèvent à la porte Saint-Denis, rue de Cléry, rue Neuve-Saint-Eustache, rue du Cadran et rue du Petit-Carreau. Une fusillade s'engage entre des hommes armés placés derrière les barricades et les gardes municipaux. Deux jeunes gens sont tués; un garde municipal est désarmé. Le maréchal Bugeaud, à cheval et suivi de deux aides de camp et de plusieurs ordonnances, parcourt une partie de la ligne des boulevards.

Le maréchal salue à droite et à gauche; personne ne lui rend son salut.

A dix heures, une barricade est attaquée rue Montmartre par les gardes municipaux; trois ouvriers, des femmes, des enfants tombent mortellement blessés.

11 heures. — Aux abords de la porte Saint-Martin, la foule est très-compacte. On crie : *A bas Guizot ! Vive la Réforme !* Un détachement s'approche et fait feu; la foule se replie.

Onze heures et demie. — Deux ou trois cents gardes nationaux de la 41<sup>e</sup> légion étaient réunis sur ce point. Tout à coup un groupe nombreux d'étudiants se présente en criant : « Vive la garde nationale ! » Une vingtaine de ces individus à face patibulaire, que la police emploie pour ces sortes d'expéditions, se précipitent au milieu de ces jeunes gens, les frappent de coups de bâton, et essaient de les entraîner vers la Préfecture; les gardes nationaux interviennent et en font relâcher le plus grand nombre. Un officier est tellement indigné de la brutalité d'un des hommes de police qu'il n'est pas maître d'un premier mouvement et lève le sabre sur lui; on lui retient le bras, et l'alguaül s'éloigne à pas précipités.

Midi. — Le quartier des halles est gardé par des forces considérables: le maréchal Bugeaud, suivi d'un nombreux état-major, visite tous les postes. Le marché des Innocents est occupé par un bataillon du 21<sup>e</sup> de ligne, par des détachements de la garde municipale à pied et à cheval, par deux escadrons de cuirassiers. Deux pièces de canon sont braquées, l'une sur la rue Montmartre, l'autre sur la rue de la Ferronnerie; les caissons sont ouverts et les servants à leur poste.

Au marché au poisson, se trouve un bataillon du 4<sup>e</sup> léger.

Sur la place du Carrousel, la garde municipale à cheval vient de charger, le sabre au poing, sur les groupes.

Les attroupements qui semblaient se dissiper sur un point ne tardent pas à se reformer sur quelque autre.

On voit toujours fort peu de gardes nationaux, pas un seul sergent de ville.

Rue Mauconseil, un poste de garde municipale est enlevé par le peuple. Bientôt après les gardes municipaux ont réussi à le reprendre; mais le peuple, revenant à la charge avec un acharnement inouï, est parvenu à s'en rendre maître de nouveau et à s'y maintenir.

Rue de Cléry, un groupe de curieux stationnait près d'une barricade à moitié détruite. Les gardes municipaux ont fait une décharge sur eux. Plusieurs personnes ont été atteintes.

A midi, toutes les légions se rassemblent dans leurs mairies respectives. La 3<sup>e</sup>, place des Petits-Pères, est entourée d'une foule immense qui crie : *Vive la Réforme !* Un escadron de cuirassiers charge la population; mais les chasseurs de la 3<sup>e</sup> légion la font entrer dans leur carré et croisent la baïonnette devant les cuirassiers qui se retirent, laissant aux gardes nationaux, d'après leur promesse, le soin de faire évacuer la place.

Déjà, bien avant deux heures, la place des Petits-Pères était gardée militairement par la 3<sup>e</sup> légion de la garde nationale.

Des piquets de 40 à 50 hommes, officiers en tête, partent de quart en quart d'heure, traversent la place des Victoires et saluent la ligne aux cris de : *A bas Guizot ! Vive la Réforme !* La ligne se retire pour leur livrer passage. Les différents piquets se portent par les Petits-Pères sur le quartier Montmartre.

Une foule immense les suit, poussant les mêmes acclamations et joignant les cris de vive la garde nationale et le chœur de la *Marseillaise*.

Au coin de la rue Lepelletier, M. Delaborde, chef de bataillon de la 2<sup>e</sup> légion, à la tête d'un fort piquet, s'oppose énergiquement au passage d'un escadron de cuirassiers.

Tenant son épée par la pointe, il s'avance et dit à l'officier commandant : « Monsieur, vous ne passerez pas; le quartier est tranquille; nous n'avons que faire de votre présence; » et en même temps tous les gardes nationaux présents poussent ces deux cris, désormais classiques : *Vive la Réforme ! A bas Guizot !* La troupe s'éloigne sans observation. A trois heures, nous avons vu nous-mêmes, à l'entrée de la rue qui conduit aux Petits-Pères, six grenadiers de la 3<sup>e</sup> légion (honneur à eux !) croiser la baïonnette pour empêcher un escadron de cuirassiers de se porter vers le quartier Montmartre.

A ce geste si fier, si plein de noblesse, les quatre trompettes qui précédaient l'escadron tournent bride, et la troupe entière, officier en tête, les imite.

Ces militaires ont compris que derrière ces six gardes nationaux, dont il leur eût été si facile de rendre vaine la résistance, le pays tout entier protestait contre l'invasion de ses droits, et ils ont eu le bon esprit de s'incliner devant cette démonstration.

Du reste, répétons-le ici hautement, la conduite de la troupe de ligne a été admirable dans tous ces événements.

La garde nationale a compris partout la noblesse et l'importance de sa mission.

Partout on la voit s'interposer pour empêcher des collisions entre les citoyens et la troupe.

Tout à l'heure (vers trois heures et demie), un détachement de la 5<sup>e</sup> légion, précédé du maire du 5<sup>e</sup> arrondissement, débouchait sur les boulevards entre le Château-d'Eau et l'Amont.

Des troupes de ligne, infanterie et cavalerie, l'ordaient les deux trottoirs. Tout à coup, et au moment où les derniers gardes nationaux passaient devant ces troupes, un officier supérieur donne l'ordre de charger le peuple : les chasseurs s'avancent; mais les dernières files de gardes nationaux se portent aussitôt à leur rencontre, baïonnette croisée, et en même temps un grenadier de la 5<sup>e</sup> légion, M. Arlot, homme d'une stature remarquable, se précipite vers l'officier supérieur qui a donné l'ordre de charger, et l'interpelle vivement :

« Vous êtes bien coupable, s'écrie-t-il, de faire charger des citoyens inoffensifs sous les yeux de leurs frères armés pour défendre l'ordre et les libertés publiques. »

« Que voulons-nous? que veut la population tout entière? la réforme électorale et la chute d'un ministère impopulaire; car nous aussi nous crions : *Vive la Réforme ! à bas Guizot !* »

L'officier supérieur balbutie quelques excuses tirées de ce qu'il ne serait qu'un instrument passif, et ses soldats s'arrêtent devant la courageuse manifestation de la garde nationale.

Cinq heures du soir. — Le poste Bonne-Nouvelle vient d'être désarmé, et l'on a délivré les prisonniers qui s'y trouvaient.

On s'est aussi porté à la Préfecture de police pour faire mettre en liberté toutes les personnes arrêtées depuis hier.

Les gardes nationaux ont également élargi quelques prisonniers renfermés dans la mairie du 3<sup>e</sup> arrondissement.

Vieille rue du Temple, un fort piquet de la 7<sup>e</sup> légion passait devant l'imprimerie royale suivi d'une foule nombreuse, et aux cris de vive la Réforme! vive la garde nationale!

En ce moment, le poste de garde municipale placé à l'imprimerie royale aurait fait une décharge, et sept gardes nationaux, parmi lesquels le tambour-major de la légion, seraient tombés atteints par les balles.

Cependant Louis-Philippe avait fait appeler, vers trois heures du



soir, M. Molé, pour le charger de la formation d'un nouveau cabinet. La nouvelle de la chute du ministère Guizot se répand bientôt dans Paris, et remplit la capitale d'une joie universelle ; ce ne sont partout que des acclamations et des cris de réjouissance. Tous les citoyens se félicitent de l'heureux succès de la journée ; toutes les classes de la société sont confondues ; on marche pêle-mêle par troupes de trois ou quatre mille hommes, en chantant la *Marseillaise*. Une immense farandole de cinq cent mille citoyens ivres de joie parcourt la capitale, dont toutes les maisons sont illuminées à tous les étages.

On disait les troupes rentrées dans leurs casernes ; c'était un de ces bruits qu'un royal artisan de mensonges avait l'habitude de faire circuler.

A dix heures du soir, une batterie de canons défile silencieusement sur le boulevard Saint-Denis, se rendant à la Madeleine, escortée à droite et à gauche par de l'infanterie, précédée et suivie par deux escadrons de cuirassiers.

Au même moment, et par une trahison infâme, l'infanterie qui garnissait le jardin du ministère des affaires étrangères ouvre, à bout portant, un feu roulant sur la masse compacte de citoyens inoffensifs que la curiosité avait attirés sur le boulevard des Capucines ; en quelques secondes, soixante personnes tombent tuées ou blessées.

Une indignation immense s'empare de la foule, qui se répand aussitôt dans toute la capitale en criant : « Aux armes ! nous sommes trahis ! »

Des barricades s'élèvent alors de toutes parts, surtout dans les quartiers du Temple, Saint-Martin et Saint-Denis ; la résistance s'organise sur tous les points comme par enchantement ; des ordres sont donnés et reçoivent à l'instant leur exécution.

Il était alors minuit.

Tout à coup, à cette heure solennelle, le tocsin se fait entendre : ce sont les deux bourdons de Saint-Sulpice qui appellent la population aux armes.

Voici ce qui s'était passé dans ce quartier reculé : une vingtaine d'étudiants revenaient du boulevard Montparnasse ; ils partageaient l'ivresse commune et chantaient en chœur la *Marseillaise* ; ils allaient rentrer paisiblement à leur domicile ; tout à coup, une troupe de municipaux fait feu sur eux et en couche cinq par terre ! les autres se dispersent aussitôt en criant : « Trahison, on assassine nos frères ! » Quelques-uns enfoncent la porte du clocher de Saint-Sulpice et vont sonner le tocsin ; les municipaux arrivent, et une lutte s'engage dans l'obscurité.

Mais l'appel avait été entendu, le vent avait porté le bruit de la cloche d'alarme dans tout Paris et avait réveillé les citoyens. Quelques minutes après, la fusillade s'engageait terrible à la Bastille, dans les quartiers des Halles, aux environs de l'Hôtel-de-Ville. Tous les arbres des boulevards tombaient sous la hache ou sous la scie, des milliers de barricades s'élevaient ; on arrachait en un clin d'œil les grilles des édifices publics, et, par un effort de géant, on les plaçait en travers des rues, au milieu d'une muraille de pavés improvisée. Telles étaient les barricades. Le matin du 24, à sept heures, on en comptait 6,200. Il y en avait 31 dans la seule rue Saint-Martin. Tout le monde était armé. Ouvriers et gardes nationaux, tous les citoyens étaient pêle-mêle, chacun à ses barricades. La plupart des casernes avaient été forcées pendant la nuit. La grande lutte commence ; la masse du peuple se porte, par un admirable instinct militaire, sur les Tuileries, défendues par une armée entière, par 10,000 hommes de cavalerie et une nombreuse artillerie.

Après une fusillade de trois heures, les Tuileries étaient emportées.

Voici les détails de cette fameuse journée du 24 février : A sept heures, on entend retentir la cloche d'alarme. On pénètre dans l'église Notre-Dame-de-Bonne-Nouvelle, et l'on sonne le tocsin. Ce bruit, qu'on n'entend pas même à Paris lors des incendies, cesse un moment ; mais à neuf heures et demie il recommence, et des ouvriers en blouse, presque tous sans armes, établissent de nouvelles barricades.

Dès que le jour parait, ils poussent leurs travaux avec une plus grande activité.

On peut remarquer qu'un grand nombre de jeunes gens du quartier, qui portent le costume des classes aisées, leur prêtent un concours empressé. En peu de temps, la rue Poissonnière d'un bout à l'autre, est presque entièrement dévastée. A neuf heures, trois barricades, construites avec art, ferment la rue Poissonnière. La première, élevée un peu au-dessus de la rue de Cléry, à l'endroit où la rue fait un coude, est formée entièrement de pavés. La seconde, placée en face de la maison n° 24, est à hauteur d'homme. Outre les pavés entassés les uns sur les autres, on a employé pour l'édifier les planches et la porte qui servaient de clôture à un terrain non bâti qui se trouve en face du n° 48. La troisième est placée à l'extrémité de la rue, à 30 mètres environ du boulevard.

Toutes les rues longues et étroites qui aboutissent au boulevard sont pareillement barrées par des monceaux de pavés. La rue du Faubourg Poissonnière est aussi coupée par deux barricades assez élevées, l'une presque à l'entrée, l'autre à la hauteur de la rue Richer. Dans celle-ci sont fichés des pieux qui forment comme des chevaux de frise. Des obstacles semblables ont été élevés dans les rues de Cléry et des Feuillants, à chaque bout de la rue Saint-Joseph et rue Bourbon-Villeneuve. Le quartier se trouve ainsi coupé par une cinquantaine de barricades qui forment un système de défense.

Quelques-unes de ces barricades ont été faites lentement et avec soin ; elles offrent presque toutes l'aspect régulier d'une construction ordinaire. On a ménagé aux deux extrémités un passage pour les piétons. On apporte, des maisons voisines, de petits drapeaux tricolores sur lesquels sont inscrits ces mots : *Vive la réforme !* et on en plante sur la crête des barricades.

Ces préparatifs sont achevés sans qu'aucun empêchement y soit apporté. Les troupes de ligne, rangées le long du boulevard, l'arme au pied, regardent au loin sans agir. La physionomie des soldats est morne. L'incertitude et l'anxiété se peignent sur leurs visages. On voit qu'ils n'ont pas d'ordre précis. Aucune agression n'a lieu contre elles, et de leur côté elles paraissent peu disposées à entamer la lutte.

A neuf heures, l'ordre leur arrive de se retirer, et elles défilent sur le boulevard, aux cris de : *Vive la ligne ! Vive la Réforme !*

A sept heures, le rappel bat dans le quartier. Les tambours, qui marchent individuellement, loin d'être inquiétés par la foule, sont ap-

plaudis sur leur passage. Les cris : *Vive la Réforme ! Vive la garde nationale ! Vive la ligne !* éclatent dans les groupes.

Les dispositions que nous venons d'indiquer se reproduisent dans tout le quartier du faubourg Montmartre, vers la rue Rochechouart, et surtout au carrefour de la rue Cadet et de la rue Coquenard. Sur ce point, on fond des balles au milieu de la rue.

Les barricades sont aussi en grand nombre dans le quartier Bréda et le quartier de Notre-Dame-de-Lorette ; le tocsin sonne à cette église.

A ce moment, on ne voit pas encore un très-grand nombre d'armes entre les mains du peuple. Mais tout à coup arrive par la rue Montholon, se dirigeant vers la rue Cadet, une masse populaire bien armée, avec les gibernes garnies, et l'on apprend qu'après avoir parlementé pendant quelque temps, le régiment caserné rue du Faubourg-Poissonnière s'est décidé à livrer ses armes.

On apprend en même temps qu'au moment où la troupe de ligne défilait par le boulevard, retournant vers la Madeleine, les soldats de garde de l'hôtel des affaires étrangères, voyant l'accord qui règne entre le peuple et la troupe, se sont décidés à évacuer l'hôtel. Deux officiers de la garde nationale, qui étaient présents, s'empressent de placer en faction une sentinelle de la garde nationale et une sentinelle prise parmi le peuple à la porte de l'hôtel pour en défendre l'entrée et protéger les archives si importantes de ce ministère. On écrit à la craie, en grandes lettres, sur un battant : *Hôtel du Peuple* ; sur l'autre : *Propriété nationale*, et l'on place à gauche un écriteau portant : *Boutique à louer* ; à droite, un autre écriteau portant : *Grand appartement à louer présentement*.

Malgré les douloureuses scènes qui se sont passées la veille sur ce point, les soldats, qui n'ont fait qu'obéir, peuvent se retirer tranquillement. La foule, bientôt énorme, pousse de grandes acclamations.

Bientôt, on entend sortir d'un groupe le cri : « Allons délivrer les prisonniers pour dettes ! » et la foule se porte vers la prison de la rue de Clichy. Et les personnes incarcérées sont mises en liberté.

A onze heures environ, à des gardes nationaux réunis sur divers points se joignent les citoyens armés appartenant à toutes les classes de la population. Les uns ont des fusils de munition, d'autres des fusils de chasse ; les rangs se forment ; le peuple se mêle à la garde nationale, et le défilé commence au son du tambour ; mais on n'a pas encore de but bien déterminé.

A ce moment, une forte partie de la 2<sup>e</sup> légion de la garde nationale, en très-bon ordre, se dirige vers la Chambre des Députés par le boulevard, la rue de la Paix, la place Vendôme et la rue de Rivoli.

En arrivant à la place de la Concorde, elle aperçoit un grand feu qui achève de consumer des fragments de guérite et de corps-de-garde.

Une fusillade avait eu lieu de ce côté vers dix heures, et les troupes avaient été obligées de céder le terrain. On dit aussi qu'il y a eu des citoyens tués rue d'Anjou-St-Honoré, à peu près vers la même heure. On présume qu'il s'agissait d'une attaque contre la caserne de la rue de la Pépinière. On assure qu'elle a été enlevée de même que celle de la rue de Clichy.

A ce moment un grand nombre de Rouennais en armes sont arrivés par le chemin de fer, et s'unissant à la population de ces quartiers, ils sont descendus vers la Chambre des Députés.

A dix heures et demie, la proclamation suivante est répandue et affichée :

« Citoyens de Paris !

« L'ordre est donné de suspendre le feu. Nous venons d'être chargés par le roi de composer un ministère. La Chambre va être dissoute. Un appel est fait au pays. Le général Lamoricière est nommé commandant en chef de la garde nationale de Paris.

« MM. Odilon Barrot, Thiers, Lamoricière, Duvergier de Hauranne, sont ministres.

« Liberté ! — Ordre ! — Réforme !

« Signé : ODILON BARROT ET THIERS. »

Cette proclamation est immédiatement lue, le mouvement se poursuit. On marche sur les Tuileries par le Palais-Royal et la place du Carrousel.

Cependant l'agitation gagne de proche en proche ; les barricades se reforment aux abords du Carrousel, vers la rue de l'Ecluse, la rue Saint-Nicolas, la rue de Rohan, et au Palais-Royal, principalement à l'angle de la rue Saint-Honoré. La cavalerie et l'artillerie sont sur la place du Carrousel.

Il est midi un quart. Un nombreux détachement de garde nationale est rangé sur l'espace de plate-forme élevée qui longe le château d'eau du Palais-Royal ; d'autres gardes nationaux, mêlés au peuple en armes, débouchent de la rue Saint-Honoré et de la rue de Valois, en franchissant les barricades. Quelques hommes, restés rue de Valois, attaquent alors l'entrée de la cour du palais, du côté des écuries. Des coups de feu tirés de ce côté se font entendre, et à ces coups de feu répondent d'autres coups de feu partis du poste qui se trouve au coin de la rue Saint-Thomas-du-Louvre, et encore occupé par la troupe de ligne.

A partir de midi et demi une fusillade extrêmement vive s'engage entre les gardes nationaux réunis aux citoyens postés à l'angle nord-est de la place du Palais-Royal et la troupe de ligne établie à l'angle sud-est de la place. Au bout de quelques instants, les cris *Aux Tuileries ! aux Tuileries !* se font entendre.

Le feu redouble de part et d'autre ; enfin un vigoureux effort des citoyens finit par leur permettre d'approcher du poste auquel le feu a été mis ; les cris *Aux Tuileries !* redoublent, et la place du Carrousel est envahie par des masses populaires auxquelles les troupes qui restent encore sur cette place ne peuvent opposer qu'une faible résistance. Une demi-heure auparavant, à midi, des députés étaient arrivés aux Tuileries rendre compte de l'état de la capitale ; escortés par le peuple, ils sont introduits sur la place du Carrousel par des aides-de-camp de la garde nationale ; cette place est en ce moment occupée par des caissons de vivres et de munitions, par plusieurs escadrons de cuirassiers et par différentes troupes dont l'aspect morne et abattu attriste les regards.

Au château, tout le monde est dans une véritable affliction. Nombre de généraux occupent les salons, demandant des nouvelles, mais ne proposant aucun moyen de sortir d'embarras ; plusieurs membres des deux chambres sont présents. MM. Thiers, de Lasteyrie, Dupin, Emile

de Girardin, arrivent successivement ; celui-ci venu seul à travers Paris, décide le roi à signer son abdication.

La proclamation suivante est affichée à une heure :

« Citoyens,

« Abdication du roi. Régence de Mme la duchesse d'Orléans. Dissolution de la Chambre. Amnistie générale. »

Quelques instants après, la nouvelle de cette abdication se répand autour du Carrousel ; mais en ce moment, les gardes municipaux postés sur la place du Palais-Royal, on ne sait encore en vertu de quels ordres, font feu sur les groupes de citoyens et sur la garde nationale qui débouche vers les Tuileries.

Dès lors, toute tentative de conciliation devenait inutile. Bientôt, le peuple et la garde nationale se présentent sur la place du Carrousel ; l'ex-roi monte à cheval, passe dans les rangs de quelques troupes et de la garde nationale qui occupent la cour, et part de Paris à midi et demi après s'être arrêté quelques instants sur la place de la Concorde.

Il était alors environ deux heures. L'ex-roi avait quitté le palais, lorsque le peuple y est entré ; il s'était retiré, escorté par la cavalerie et l'artillerie, par la partie du jardin qui longe la rivière. On pouvait voir de la rue de Rivoli, à travers les arbres dépouillés de feuilles, ce morne et triste cortège.

La troupe s'était formée sur la place du Carrousel, le long des quais adjacents et autour de la Chambre des Députés ; mais elle se laissait envahir et pénétrer par de nombreux groupes de citoyens qui arrivaient drapeaux en tête ; bientôt même, sur l'ordre de ses généraux, elle abandonne le terrain en conservant l'attitude la plus régulière et la plus pacifique. On criait sur son passage : *Vive la ligne ! vive l'artillerie !* etc. Partout elle rentrait dans ses quartiers ou ses cantonnements.

A ce moment, la grille qui fait face à la rue de Castiglione est renversée ainsi que deux de ses supports en pierre ; et le flot populaire arrive presque en même temps aux Tuileries par la cour et le jardin.

Les appartements ont été bientôt envahis, mais il n'y a pas eu de dévastation. Une boîte remplie de bijoux ayant été trouvée dans les appartements de la reine, elle a été portée à la mairie du troisième arrondissement.

Dans la salle du trône, on s'est emparé du fauteuil, qui a été promené tout le long des boulevards, et brûlé sous le soufassement de la colonne de Juillet, en présence d'une foule immense.

A peu près au même instant où les Tuileries étaient emportées, les appartements du palais ont été envahis. Beaucoup de livres et d'objets mobiliers ont été jetés par les croisées et brûlés. On a aussi brûlé sur la place du Palais-Royal une des voitures royales qu'on avait amenées des écuries de la rue Saint-Thomas-du-Louvre. La fumée épaisse qui s'élevait, l'odeur du bois peint brûlé qui se répandait de tous côtés, avaient fait croire un moment qu'on avait mis le feu aux bâtiments. Heureusement il n'en était rien.

Pendant qu'on livrait ainsi aux flammes une foule d'objets précieux, quelques hommes du peuple portaient au bout de leurs armes des écriteaux ainsi conçus : *Mort aux voleurs !* et des factionnaires improvisés fouillaient toutes les personnes à leur sortie des appartements royaux.

Voici maintenant ce qui se passait à la Chambre des députés : A une heure et demie, on annonce que Mme la duchesse d'Orléans et M. le comte de Paris vont se rendre à la séance.

Au même instant, en effet, Mme la duchesse d'Orléans entre, tenant M. le comte de Paris d'une main et M. le duc de Chartres de l'autre. De vives acclamations l'accueillent. Un grand nombre de membres des diverses parties de la Chambre font entendre les cris de *vive la duchesse d'Orléans ! vive le comte de Paris ! vive le roi ! vive la régence !*

Mme la duchesse d'Orléans et ses enfants prennent place sur des sièges que l'on a disposés à la hâte dans l'hémicycle, au pied de la tribune. M. le duc de Nemours accompagne Mme la duchesse d'Orléans. Plusieurs officiers lui servent d'escorte.

M. DUPIN. (Ecoutez ! écoutez !) Messieurs, vous connaissez la situation de la capitale, les manifestations qui ont eu lieu. Elles ont eu pour résultat l'abdication de S. M. Louis-Philippe, qui a déclaré en même temps qu'il déposait le pouvoir et qu'il en laissait la libre transmission sur la tête du comte de Paris avec la régence de Mme la duchesse d'Orléans. (Vives acclamations.) — Cris nombreux : *Vive le roi ! Vive le comte de Paris ! Vive la régence !*

Mais aussitôt de vives réclamations s'élèvent des bancs de la gauche ; une violente discussion s'engage.

Quelques voix demandent que la République soit proclamée ; d'autres demandent la nomination d'un gouvernement provisoire. On fait sortir aussitôt Mme la duchesse d'Orléans, ses enfants et les personnes qui les accompagnent, par une porte donnant au-dessus des bancs de l'extrême gauche. M. Sauzet quitte le fauteuil. Un grand nombre de députés abandonnent leurs places. Le désordre est à son comble.

M. DUPONT (de l'Eure) remplace le président au fauteuil.

M. LEDRU-ROLLIN, au milieu du bruit : Un gouvernement provisoire ne peut pas s'organiser d'une manière légale. Je vais lire les noms, et vous les approuverez ou vous les repousserez.

Au milieu des cris, M. Ledru-Rollin lit les noms de MM. Dupont (de l'Eure), Arago, Crémieux, Garnier-Pagès, et le sien propre, qui sont suivis d'acclamations.

Le tumulte est à son comble. Presque tous les députés sont partis ; la salle est occupée par le peuple et la garde nationale.

M. LEDRU-ROLLIN : Nous sommes obligés de lever la séance pour nous rendre au siège du gouvernement.

De toutes parts : A l'Hôtel-de-Ville ! Vive la République ! Le gouvernement républicain a été proclamé à quatre heures. Peu d'instants après, on affichait sur les murs de Paris la proclamation suivante, qui résume la situation présente :

AU NOM DU PEUPLE SOUVERAIN.

Citoyens,

Un Gouvernement provisoire vient d'être installé ; il est composé, de par la volonté du Peuple, des citoyens :

FR. ARAGO, LOUIS BLANC, MARIE, LAMARTINE, FLOCON, LEDRU-ROLLIN, RECURT, MARRAST, ALBERT, ouvrier mécanicien.

65, Rue Montorgueil,  
PARIS.

35 FRANCS L'OUVRAGE COMPLET

HISTOIRE  
DE LA  
RÉVOLUTION FRANÇAISE,  
PAR LAPONNERAYE.

LUTTE DES MONTAGNARDS ET DES GIRONDINS.

LE CONSULAT ET L'EMPIRE, LA RESTAURATION.

RÉVOLUTION DE 1830.

3 Magnifiques volumes imprimés sur grand in-8° jésus, ornés de 25 belles gravures sur acier, publiés en séries de 64 à 80 pages de texte, et une ou deux gravures.

PUBLICATIONS NATIONALES.

HISTOIRE

DES  
AMANTS CÉLÈBRES,

PAR ALPHONSE ESQUIROS

ET  
ADÈLE ESQUIROS.

L'histoire des AMANTS CÉLÈBRES formera 6 volumes grand in-8° jésus, ornés de 36 belles vignettes dessinées par J. A. BEAUCÉ, et gravées sur acier par les premiers artistes, enluminées en couleur et en or, et publiées en 90 livraisons à 50 cent. ou 36 séries à 1 fr. 25 c.

Chaque série contiendra une gravure. 64 pages de texte, et une couverture.

CHACQUE VOLUME PEUT SE VENDRE SÉPARÉMENT.

IMPRIMERIE CENTRALE DES CHEMINS DE FER, DE NAPOLÉON CHAIX ET C<sup>ie</sup>, RUE BERGÈRE, 8.

65, Rue Montorgueil,  
PARIS.

30 FRANCS L'OUVRAGE COMPLET

HISTOIRE  
DE  
FRANCE,

DEPUIS LES TEMPS LES PLUS REÇULÉS JUSQU'EN 1789,

PAR ANQUETIL,

MEMBRE DE L'INSTITUT ET DE LA LÉGIION-D'HONNEUR.

CONTINUÉE JUSQU'A NOS JOURS.

4 VOLUMES

Magnifique édition illustrée de 55 superbes gravures, publiée en 24 séries contenant de 80 à 112 pages de texte, 2 et souvent 3 gravures, ou en 60 livraisons à 50 centimes.



( Cette Circulaire doit être détachée du journal. )

## A MESSIEURS LES INSTITUTEURS COMMUNAUX DE FRANCE.

MESSIEURS,

Une ère nouvelle commence pour la France, une ère de justice et d'équité. Chacun dorénavant va être rétribué *selon ses œuvres*. Le travail sera la seule condition pour arriver à la richesse ; le contraire n'aura plus lieu. C'est assez vous dire que votre sort va changer.

Il y a trinité de fonctions dans la commune : le Maire représente le principe de l'autorité ; le Curé, le sentiment religieux, et l'Instituteur, l'intelligence. Les trois termes de cette trinité n'ont pas été égaux jusqu'ici ; il faut qu'ils le deviennent. Cela ne dépend que de vous. Il faut que votre position modeste change. Vos fonctions sont une magistrature et un sacerdoce ; vous êtes les magistrats et les prêtres de l'intelligence ; il faut que vous vous éleviez jusqu'à la dignité de votre devoir.

Une Assemblée nationale va être nommée le 9 avril par tous les citoyens. Un des premiers actes de cette Assemblée sera de faire rétribuer les instituteurs par l'État et de porter leur traitement fixe à huit cents francs. Dès lors vous serez des fonctionnaires publics ; dès lors vous ne dépendrez plus du Maire ou du Curé, vous ne relèverez plus que de la France. Mais il faut pour cela que l'Assemblée nationale soit composée d'hommes sincèrement dévoués à la sainte cause du peuple, à la sainte cause de tous, à la cause surtout de tous ceux qui souffrent. C'est à vous à y pourvoir !

Sortez de votre torpeur, secouez le joug de l'abaissement et de l'humiliation, élevez-vous à la dignité de citoyens ; soufflez l'amour de la liberté, de l'égalité et de la fraternité, — de la fraternité surtout — à toute votre commune ; réunissez tous les soirs les citoyens en assemblée publique ; ne vous séparez pas pour cela du Maire et du Curé, au contraire, agissez autant que possible de concert avec eux ; organisez des lectures publiques ; que les habitants de votre commune deviennent par vous des citoyens, les citoyens de la première nation du monde.

Ce rôle est magnifique, remplissez-le dignement.

Nous fondons un journal, *la Tribune nationale*.

Comme le titre l'indique, c'est une tribune ouverte à toutes les intelligences d'élite du pays, à tous les hommes à idées organisatrices qui veulent se faire connaître à la France. Tous sont admis à publier leurs idées et leurs plans d'organisation.

Vous serez les correspondants de notre Journal dans chaque commune ; vous le recevrez pour rien, à la condition de faire dans votre commune des abonnements collectifs de cinq personnes lisant le journal à des heures différentes.

Le prix de l'abonnement est de 10 centimes par numéro, c'est 2 centimes pour chaque personne par jour. Les moindres abonnements sont d'un mois. — Prix : 3 francs.. Voir les conditions d'abonnement en tête du journal.

Nous comptons que d'ici à quelques jours, vous nous adresserez trois ou quatre abonnements de votre commune. Dans cette attente, nous vous saluons fraternellement.

Les ports de lettres et le prix d'envoi de l'argent, *par la poste*, sont en sus et au compte des abonnés.

Pour le Comité :

JULES SCHMELTZ.

Paris, au bureau de *la Tribune nationale*, rue Montorgueil, 65.

Ayuntamiento de Madrid

